



SNUTEF



Sud Union syndicale **Solidaires**

Travail Affaires Sociales

section syndicale de
Lorraine

LA RGPP C'EST BIEN POUR LE GOUVERNEMENT MAIS C'EST ENCORE MIEUX QUAND ON PEUT ARROSER LES COPAINS

Nous savons depuis quelques semaines qu'Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, doit venir à Metz le 21 avril pour rencontrer le bon peuple fonctionnaire pour la mise en place de la RGPP. Nous le savons plus par indiscretion que par véritable désir d'honnêteté de nos chefs d'en face qui se sont bien gardés de l'ébruiter trop vite. Et pourtant, cette visite a été bien préparée.

1^{er} temps : En prévision de la visite ministérielle, un cabinet conseil (cette fois ci le cabinet ACCENTURE) vient en éclaireur dans la région. Le préfet et ses chefs de service sont tenus d'organiser des tables rondes ils appellent ça une « *écoute territoriale* » où doivent participer les directeurs de tous les services et des agents désignés volontaires. Le but de ces tables rondes est de préparer la visite du ministre de façon à ce que celui-ci connaisse les agents de terrain. Pour ça le représentant du gouvernement de tous les Français a besoin d'un cabinet conseil, ça fait peur.

Bien sûr, l'administration n'ébruite pas trop cette visite, on le sait plus par radio couloir que par une annonce dans les comités paritaires, une information quelconque des représentants des agents. Nous cherchons tout de même à en savoir plus et nous obtenons finalement le *protocole d'écoute sociale* du cabinet. Derrière ce titre ronflant bien habituel chez les cabinets conseils qui s'y croient mais ne sont rien il n'y a rien d'autre que réunir des gens et les faire parler. Cette méthode est censée préparer efficacement THE visite ministérielle.

2^e temps : le Grand Jour, le 21 avril, Woerth et le marrant Santini viennent à la rencontre des agents volontaires et des représentants syndicaux informés une dizaine de jours seulement avant alors que la visite était prévue depuis longtemps. Pour faire plaisir à ces messieurs, il nous est demandé de participer à cette mascarade de concertation qui n'a que pour seul but la destruction des services publics par suppressions ou externalisation au privé. Nous n'irons pas car il n'y a rien de pire que de parler à des gens qui ne veulent pas entendre.

LA RGPP ON N'EN VEUT VRAIMENT PAS

L'Etat abandonne ses missions, ferme des services publics transfère aux collectivités locales (impôts locaux) les missions ou les privatise : c'est le « Déménagement du Territoire » ! L'Etat supprime des

tribunaux, des maternités, des hôpitaux, des classes, des trésoreries, les bureaux de poste, et même des régiments. ... Il s'attaque à l'éducation et au droit à la santé pour tous. En fermant ou en affaiblissant l'ensemble des services publics, l'égalité d'accès et l'égalité de traitement des usagers sont gravement remis en cause.

30 600 suppressions d'emplois de fonctionnaires sont prévues au budget 2009 : moins de fonctionnaires, c'est moins de Services Publics : en 5 ans, ce sont plus de 87 500 postes qui ont été supprimés et 160 000 autres le seront d'ici 2012 dans les projets actuels. Ce sont autant d'emplois en moins pour les jeunes arrivant sur le marché du travail !

Pour y arriver le gouvernement veut aller très vite et passer en force. En cela, il ignore totalement ceux qui seraient chargés de la mise en place de cette réforme : les personnels. Les préfets doivent concevoir en un temps record des restructurations, des rapprochements ou des fusions insensés entre des services (exemple : le développement du sport et la gestion sociale du logement). L'utilisateur n'y retrouvera plus ses services publics. Pendant ce temps là, le législateur casse le statut de la fonction publique.

Pour y arriver tout est bon, les discours rassurants que l'on oppose aux peurs actuelles (la crise, le fonctionnaire qui coûte cher à la société...) le *dialogue social* avec les syndicats à qui on tente de faire croire qu'ils sont écoutés et... les cabinets conseils qui y trouvent leur compte quelque soit la couleur du gouvernement.

Cet épisode n'est qu'un exemple supplémentaire mais là, Woerth repousse les limites du supportable : le cabinet Accenture est le nouveau nom d'Arthur Andersen Consulting ancien cabinet conseil d'où vient E. Woerth qui a été longtemps l'un de ses dirigeants. Et voilà comment, sur la dépouille programmée du service public, un élu fait entrer les copains qui se servent au passage. Mais ils nous feront tous croire la main sur le cœur qu'ils agissent pour le bien de tous et dans l'intérêt public.

Encore ? Arthur Andersen Consulting est le cabinet qui a longtemps couvert le scandale ENRON en donnant un blanc-seing aux opérations financières douteuses.

NOUS N'EN VOULONS PAS DE LEUR RGPP ELLE NOUS MENERA VERS LA FAILLITE DU SERVICE PUBLIC ET NOUS ENTRAINERA AVEC ELLE

POUR EXPRIMER AVEC FORCE VOTRE REFUS, POUR NE PAS LAISSER CROIRE AUX
FOSSOYEURS DU SERVICE PUBLIC QU'ILS POURRONT NOUS ENTERRER FACILEMENT
MANIFESTEZ EN MASSE ET DITES NON LE PLUS FORT POSSIBLE

MARDI 21 AVRIL A 13H30 DEVANT LA PREFECTURE DE METZ

PARTICIPATION PAR TOUS MOYENS POSSIBLES : CHEQUES SYNDICAUX, CONGES, RECUPERATIONS, CO-VOITURAGE

VENEZ NOMBREUX AVEC DU MATERIEL POUR FAIRE DU BRUIT, NOS MINISTRES SONT UN PEU DURS
D'OREILLE !